
Signaux conjoncturels

Résultats des entretiens menés par la BNS
avec les entreprises

1^{er} trimestre 2021

Rapport des délégués aux relations avec l'économie régionale
destiné à la Direction générale de la BNS pour l'examen
trimestriel de la situation

Les appréciations présentées ci-après reposent sur les
informations recueillies auprès de décideurs économiques de
toute la Suisse. La BNS analyse ces informations, puis les
interprète sous une forme agrégée. Au total, 238 entretiens ont
eu lieu avec des représentants d'entreprises entre le 19 janvier
et le 9 mars.

Compte tenu de la crise du coronavirus, les délégués ont abordé
plusieurs thèmes supplémentaires, dont des questions
spécifiques concernant la situation des entreprises en matière de
liquidités et la demande de crédits (voir explications en page 32).

Régions

Fribourg, Vaud et Valais
Genève, Jura et Neuchâtel
Mittelland
Suisse centrale
Suisse du Nord-Ouest
Suisse italienne
Suisse orientale
Zurich

Délégués

Aline Chabloz
Jean-Marc Falter
Roland Scheurer
Gregor Bäurle
Daniel Hanimann
Fabio Bossi
Urs Schönholzer
Fabian Schnell

L'essentiel en bref

- Dans le cadre du confinement, l'économie s'est contractée depuis le trimestre précédent, mais dans une mesure bien moindre qu'au printemps dernier. Il existe de très fortes disparités entre les branches et au sein même des branches.
- Les chiffres d'affaires en termes réels ont baissé, notamment dans les services, tandis que l'industrie enregistre une légère croissance.
- Les capacités de production et les infrastructures restent fortement sous-utilisées, hormis dans la construction, où elles restent normales.
- Les difficultés rencontrées au niveau de l'achat de la fourniture de biens sont de nouveau évoquées de plus en plus souvent.
- La situation des entreprises en matière de marges et de liquidités est très différente d'une branche à l'autre. Dans l'ensemble, elle s'est légèrement améliorée grâce aux mesures prises par l'Etat et par les entreprises. Les marges restent toutefois nettement inférieures au niveau considéré comme normal.
- Les effectifs sont jugés trop élevés. La hausse attendue des besoins en personnel au cours des prochains trimestres et le chômage partiel permettent à la plupart des entreprises d'éviter des licenciements.
- Les entreprises tablent sur une nette amélioration de leur marche des affaires au cours des trimestres à venir. La campagne de vaccination favorise grandement l'optimisme. La durée incertaine de la pandémie reste le plus gros facteur de risque. La lassitude face à cette situation est un thème de plus en plus récurrent.

SITUATION ACTUELLE

Léger recul de l'activité en raison de la pandémie

Au premier trimestre 2021, l'évolution conjoncturelle est marquée par la persistance de la pandémie et par les mesures prises pour lutter contre le virus. Depuis le trimestre précédent, l'économie s'est globalement contractée, mais dans une mesure bien moindre que durant la première vague survenue au printemps 2020. Cela tient au fait que les entreprises ont pu mieux s'adapter aux restrictions, que les branches directement concernées sont moins nombreuses et que la demande internationale se maintient à un haut niveau.

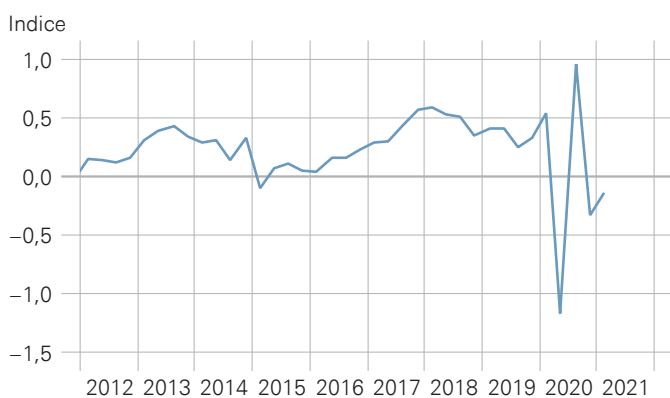
Les fermetures d'entreprises ordonnées par les autorités et d'autres restrictions freinent surtout les services. En revanche, l'évolution des chiffres d'affaires réels dans l'industrie indique une légère amélioration de la marche des affaires. Dans l'ensemble, cette évolution contrastée se traduit par un léger recul de la performance économique en comparaison trimestrielle (voir graphique 1; pour l'interprétation des graphiques, se reporter aux informations figurant à la fin du rapport). Les chiffres d'affaires sont toujours nettement inférieurs à ceux de l'année précédente. Les différences sont plus marquées au sein des secteurs, entre les branches ainsi qu'à l'intérieur des branches.

L'activité commerciale avec les pays européens est toujours jugée très morose. Les signaux concernant les exportations aux Etats-Unis sont hétérogènes, mais indiquent une légère amélioration dans l'ensemble. Les exportations vers l'Asie, notamment en Chine, connaissent en revanche une évolution dynamique. La demande de produits dans le domaine des technologies médicales et dans le secteur des produits pharmaceutiques liés à la lutte contre la pandémie continue de jouer un rôle moteur. L'aviation civile reste confrontée à des problèmes majeurs, qui ont des répercussions négatives sur de nombreux fournisseurs.

L'appréciation de l'impact général de la crise du coronavirus n'a guère évolué par rapport au trimestre précédent: près de 70% des entreprises indiquent avoir été affectées par la pandémie au premier trimestre 2021, la plupart qualifiant l'impact observé jusqu'ici de nettement négatif (voir graphique 2). L'impact général est jugé positif par 16% des entreprises, tandis que pour 17% d'entre elles, soit il n'y a pas eu d'impact, soit les impacts positifs et négatifs s'annulent mutuellement.

Graphique 1

CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION TRIMESTRIELLE

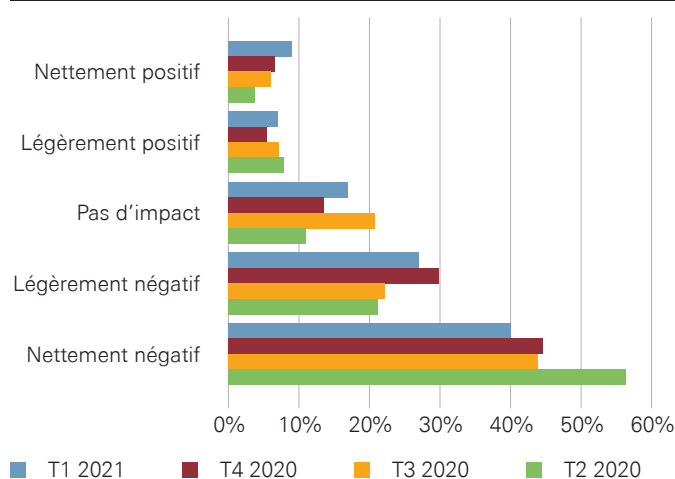


Evolution des chiffres d'affaires, en termes réels, par rapport au trimestre précédent. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 2

IMPACT GÉNÉRAL DE LA CRISE DU CORONAVIRUS



Source: BNS.

Capacités de production sous-utilisées

En raison de la crise du coronavirus, les capacités techniques de production dans l'industrie ainsi que les infrastructures dans les services sont toujours nettement sous-utilisées (voir graphique 3). Dans les services, la sous-utilisation s'est intensifiée. En revanche, la construction enregistre une utilisation pour l'essentiel normale.

Augmentation des entraves à l'achat – débouchés nettement perturbés

Pour près de deux tiers des entreprises, les achats de matières premières et de produits en amont ne sont pas entravés et sont donc comparables à la situation qui prévalait avant l'éclatement de la crise du coronavirus. En revanche, 28% des entreprises connaissent des difficultés d'approvisionnement et des retards de livraison. Cela tient au fait que certaines entreprises à l'étranger ont réduit leur volume de production suite à la pandémie et au manque de conteneurs disponibles en Asie. Outre le métal, les composants électroniques, surtout, sont concernés par les pénuries.

S'agissant des débouchés, les problèmes se sont encore aggravés: près de la moitié des entreprises ont fait état de difficultés pour livrer leurs produits ou fournir leurs services normalement. Si la situation n'est pas aussi alarmante qu'au deuxième trimestre 2020, elle est nettement plus problématique qu'au quatrième trimestre 2020. Les principales raisons évoquées sont les restrictions imposées aux déplacements, la fermeture de commerces et le respect des mesures de protection.

Effectifs trop élevés

Les ressources en personnel sont souvent fortement sous-utilisées. Plus de 40% des entreprises considèrent que leurs effectifs actuels sont trop élevés. Outre le recours toujours très large au chômage partiel, les entreprises réduisent leurs surcapacités en ne repourvoyant pas les postes qui deviennent vacants en raison de fluctuations naturelles.

Recrutement nettement plus aisé

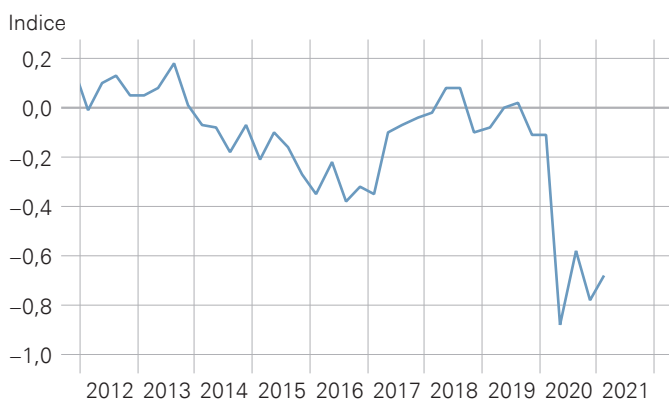
Les entreprises qui ont recherché du personnel font état d'un nombre supérieur à la moyenne de candidatures reçues en réponse à des offres d'emploi, ainsi que de nombreuses candidatures spontanées. Le recrutement est plus aisé qu'à l'accoutumée du fait de la disponibilité de la main-d'œuvre sur le marché et la qualité des dossiers soumis par les candidats est supérieure à la moyenne. Néanmoins, l'obligation de procéder aux recrutements principalement en ligne est souvent perçue comme un inconvénient. En outre, certains spécialistes, tels que les experts en technologies de l'information, les chimistes, les ingénieurs et les chefs de chantier, restent très demandés.

Pression persistante sur les marges bénéficiaires

La pression sur les marges bénéficiaires est toujours aussi élevée. Dans les trois domaines d'activité, à savoir industrie, services et construction, les marges bénéficiaires sont considérées plus basses qu'à l'accoutumée. Les mesures prises, telles que le recours au chômage partiel, le gel des investissements ou la réduction des coûts, produisent toutefois leurs effets; peu d'entreprises considèrent le niveau de leurs marges comme «non viables». La situation est toujours très contrastée selon les branches et les entreprises.

Graphique 3

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION



Utilisation des capacités techniques de production et des infrastructures opérationnelles par rapport au niveau normal. Les valeurs positives indiquent une utilisation supérieure et les négatives, une utilisation inférieure à la normale.

Source: BNS.

Liquidités et conditions de prêts

Depuis l'éclatement de la crise du coronavirus, l'une des difficultés majeures des entreprises consiste à s'assurer un niveau de liquidités suffisant. Lors des entretiens menés avec les chefs d'entreprise, plusieurs questions supplémentaires ont donc été consacrées à ce thème.

La situation des entreprises en matière de liquidités est comparable à celle du premier trimestre 2020 (voir graphique 4). Un peu moins de la moitié des entreprises considèrent que la situation n'a pas changé par rapport à la période qui a précédé l'apparition du coronavirus. Près de 25% des entreprises la jugent plus tendue, et environ 25% moins tendue. Cette hétérogénéité entre les branches est toutefois particulièrement forte et traduit le fait que les branches et les entreprises sont touchées à divers degrés par la deuxième vague de contaminations. L'hôtellerie et la restauration sont particulièrement concernées par la problématique des liquidités.

Le recours au chômage partiel, les crédits-relais de la Confédération et les mesures prises par les entreprises

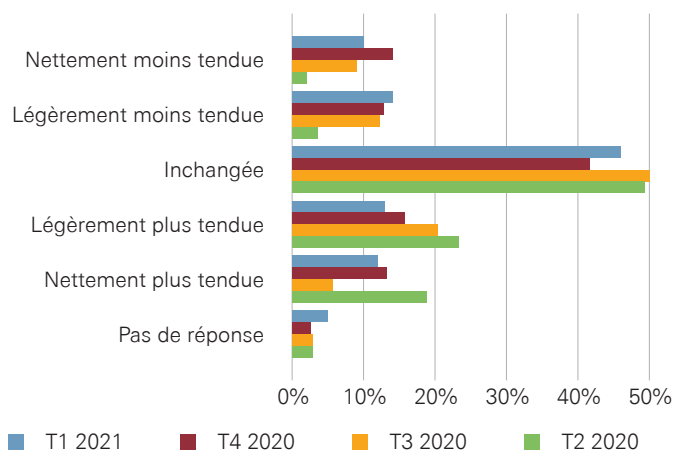
en vue de garantir un niveau adéquat de liquidités ont un effet stabilisateur. Une stricte gestion des débiteurs est souvent mise en œuvre. Un grand nombre d'entreprises constatent toujours qu'elles n'ont presque aucun retard de paiement à déplorer de la part de leurs clients, et quasiment pas de pertes sur débiteurs. Certaines observent même que les clients tentent de régler les factures plus tôt qu'à l'accoutumée.

Comme au trimestre précédent, un bon tiers environ des interlocuteurs a le sentiment que les conditions de prêts des banques sont «normales» (voir graphique 5), 15% estiment que ces conditions sont souples et 9% qu'elles sont restrictives. Les représentants de branches fortement entravées par la crise du coronavirus perçoivent une plus grande prudence de la part des banques pour les questions financières. En règle générale, les entreprises qui ont été en contact avec des banques ont jugé le comportement de celles-ci très coopératif. Au total, 41% des entreprises n'ont pu s'exprimer sur cette question parce qu'elles n'ont pas besoin d'un prêt ou ne s'adressent pas à une banque pour en bénéficier.

Graphique 4

SITUATION EN MATIÈRE DE LIQUIDITÉS

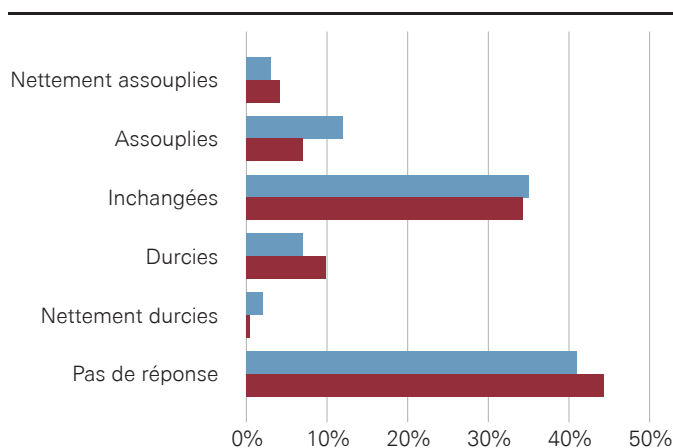
Par rapport à la situation qui prévalait avant la crise du coronavirus



Source: BNS.

Graphique 5

CONDITIONS DE PRÊT



Source: BNS.

ÉVOLUTION OBSERVÉE DANS LES DIFFÉRENTES BRANCHES

Le commerce est toujours marqué par les restrictions imposées en raison de la pandémie. Les chiffres d'affaires en termes réels sont inférieurs à ceux du trimestre précédent et à ceux enregistrés un an auparavant. Les infrastructures dans le commerce de détail stationnaire sont souvent nettement sous-utilisées, notamment dans le domaine des articles non alimentaires. À l'opposé, les canaux de distribution en ligne ont toujours le vent en poupe.

Le tourisme ainsi que l'hôtellerie et la restauration sont fortement affectés par les conséquences de la pandémie et par le confinement. Dans les branches concernées, les chiffres d'affaires réels sont nettement inférieurs à ceux réalisés au trimestre précédent et un an auparavant. Tous les segments de clientèle sont affectés. Le tourisme d'affaires est quasi-inexistant, ce qui a de graves répercussions sur l'hôtellerie urbaine. Les interlocuteurs craignent des changements structurels durables dans ce domaine.

L'industrie du divertissement et des loisirs ainsi que le secteur des congrès et des salons comptent toujours parmi les branches les plus touchées par la pandémie. Les manifestations ne peuvent pas avoir lieu. Pour les entreprises de ces branches, la situation de leur chiffre d'affaires, de l'utilisation de leurs infrastructures et de leurs marges est donc alarmante. Dans le secteur des médias, la marche des affaires est également défavorable.

Dans le secteur financier, les volumes d'affaires sont supérieurs à ceux enregistrés un an auparavant ainsi qu'au quatrième trimestre 2020. L'évolution favorable des bourses et l'afflux de nouveaux capitaux y contribuent. Les marges sont jugées conformes à la normale. L'utilisation des infrastructures reste faible. Certaines banques continuent donc de réduire leurs réseaux d'agences.

Dans les entreprises des technologies de l'information, les chiffres d'affaires en termes réels ont poursuivi leur progression. Le besoin en infrastructures informatiques et en solutions de numérisation rapides et sûres stimule fortement la demande.

Dans la santé, les chiffres d'affaires et l'utilisation des capacités sont inférieurs aux valeurs du trimestre précédent et du premier trimestre 2020. Cela tient toujours au report d'opérations et de traitements non urgents. En raison de la multiplication des quarantaines, le personnel disponible pour effectuer ces opérations est aussi moins nombreux. Ces facteurs pèsent considérablement sur les marges.

Dans l'industrie, la marche des affaires varie grandement d'une branche à l'autre. Elle est toujours défavorable chez les fabricants de denrées alimentaires, au même titre que les marges, ce qui s'explique essentiellement par la baisse des débouchés dans la restauration. En revanche, l'activité est très dynamique dans l'industrie chimique et pharmaceutique.

Dans l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux, chez les fabricants d'instruments de précision et de matières plastiques, les chiffres d'affaires réels se sont légèrement améliorés. Les capacités de production restent sous-utilisées dans de larges pans de l'industrie, et les marges sont souvent inférieures aux valeurs jugées normales. Les restrictions imposées aux voyages ont des répercussions négatives sur la fourniture de machines et de services ainsi que sur la prospection de la clientèle.

Dans l'industrie horlogère et dans le secteur automobile, les signes de redressement se sont multipliés. En revanche, la demande reste particulièrement faible chez les fournisseurs d'une grande partie de l'aviation civile.

Au premier trimestre 2021, la construction continue de soutenir l'économie. Les chiffres d'affaires en données corrigées des variations saisonnières sont légèrement inférieurs au niveau atteint le trimestre précédent et semblables à ceux enregistrés un an auparavant. Les règles d'hygiène et de distanciation, qui limitent la productivité, pèsent sur les marges. Vient s'y ajouter une concurrence extrêmement vive. La branche profite toutefois d'investissements globalement élevés dans l'immobilier résidentiel. La marche des affaires est également favorable dans les bureaux d'architectes, d'ingénieurs et d'études, où la construction d'infrastructures publiques joue notamment un rôle moteur.

En ce qui concerne la situation sur le marché immobilier, les taux de vacance élevés des biens locatifs dans certaines régions sont évoqués par quelques interlocuteurs.

Optimisme croissant

Au cours des deux prochains trimestres, les entreprises des services et de l'industrie tablent sur une nette hausse des chiffres d'affaires réels, à partir d'un niveau très bas pour certaines (voir graphique 6). Cet optimisme repose, d'une part, sur l'efficacité supposée des vaccins, et, d'autre part, sur les expériences de l'année dernière, de nombreux pans de l'économie ayant connu une reprise vigoureuse après le confinement.

Une part substantielle des interlocuteurs s'attend toujours à une longue traversée du désert: Cette année, 23% des entreprises pensent pouvoir renouer avec le niveau enregistré avant la crise, mais une majorité ne l'envisage qu'au second semestre. Près de 25% des entreprises ne comptent retrouver qu'en 2022 ou éventuellement plus tard le niveau d'avant la crise (voir graphique 7). Près de la moitié des entreprises y sont déjà parvenues au cours de l'année précédente ou déclarent n'avoir pas subi de baisse massive de leur chiffre d'affaires.

Les interlocuteurs s'attendent à une sensible augmentation de l'utilisation des capacités techniques de production ou des infrastructures au cours des deux prochains trimestres, de pair avec la forte progression des chiffres d'affaires attendus (voir graphique 8). Certaines entreprises escomptent des effets de rattrapage, car leurs clients relancent des projets qui avaient été différés jusqu'ici.

Graphique 6

CHIFFRES D'AFFAIRES – ÉVOLUTION ATTENDUE



Evolution attendue des chiffres d'affaires, en termes réels, pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Hausse modérée des investissements

Tandis que de nombreuses entreprises n'ont investi qu'avec une extrême prudence l'an dernier, elles prévoient de nouveau des dépenses d'investissement un peu plus élevées pour les douze prochains mois. La plupart n'anticipent toutefois qu'une légère augmentation tant dans les investissements en biens d'équipement que dans les investissements en construction. En outre, parmi les entreprises qui investissent, seules 28% le font essentiellement dans le but d'élargir leurs capacités de production. Pour les autres, il s'agit, le cas échéant, principalement d'investissements de remplacement et de rénovation. Une grande partie des projets d'investissement visent le développement et la modernisation des infrastructures informatiques.

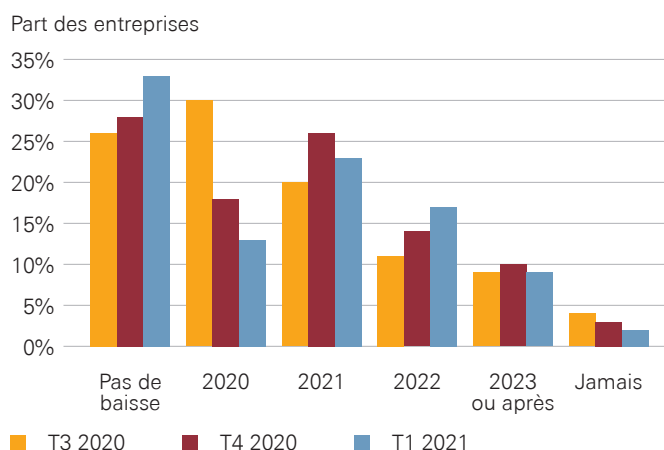
Prix d'achat et de vente en légère augmentation

Tandis que les interlocuteurs s'attendaient grosso modo à un recul des prix d'achat et de vente au trimestre précédent, ce n'est plus le cas actuellement. Pour les deux prochains trimestres, les interlocuteurs tablent sur des prix d'achat en légère hausse. Cela tient aux appréciations en la matière dans l'industrie et la construction.

En ce qui concerne les prix de vente, on observe également une légère tendance des appréciations à la hausse, car les entreprises tentent autant que possible de répercuter la hausse des prix d'achat sur leurs acheteurs. A cet égard, les interlocuteurs font très souvent référence à une forte augmentation des prix de l'acier et d'autres métaux ainsi que des granulats de plastique et des composants électroniques. La hausse des coûts de transport due à des capacités insuffisantes tire aussi les prix vers le haut.

Graphique 7

RETOUR DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU NIVEAU D'AVANT-CRISE



Source: BNS.

Accroissement des effectifs prévu

Après avoir tablé sur une réduction de leurs effectifs aux trimestres précédents, les interlocuteurs envisagent désormais de les accroître légèrement au cours des deux prochains trimestres (voir graphique 9). Cela concerne particulièrement l'industrie et les services et s'explique par l'amélioration des perspectives et par le fait que les effectifs avaient déjà été revus à la baisse au cours des précédents trimestres.

Le renforcement prévu des effectifs est particulièrement notable dans les branches suivantes: techniques de l'information et de la communication, pharmacie, chimie, fabricants d'instruments de précision et logistique. En revanche, les entreprises du génie civil et les fabricants d'équipements électriques ont l'intention de réduire leurs effectifs.

Compte tenu de la situation actuelle tendue, les entreprises voient peu de possibilités d'octroyer des augmentations de salaire sur un large front. D'après les réponses obtenues lors des entretiens, les salaires devraient augmenter de 0,5% en moyenne pendant l'année en cours, essentiellement au titre d'adaptations structurelles ou de primes au mérite.

ENVIRONNEMENT ET RISQUES

L'incertitude est toujours principalement alimentée par l'évolution de la pandémie, mais elle est moins forte qu'au trimestre précédent, grâce à la campagne de vaccination en cours et à l'amélioration des perspectives commerciales. L'endettement croissant des collectivités publiques, qui risque de se traduire par une baisse des investissements publics, suscite des craintes accrues.

Le risque d'un impact social et sociétal durable de la pandémie est un thème de plus en plus récurrent. Une certaine lassitude du personnel face à la pandémie est également un problème évoqué. Le recours massif au télétravail continue d'accélérer les efforts déployés par les entreprises dans le cadre de la transition numérique. Les conséquences du télétravail sur l'efficacité et la culture d'entreprise font aussi l'objet de discussions.

La stabilité du franc par rapport à l'euro est appréciée. La force du franc n'a été que rarement citée comme étant un problème, entre autres du fait de la dépréciation intervenue vers la fin de la période de réalisation des entretiens. S'agissant de l'inflation potentielle et de la stabilité du système financier, les interlocuteurs observent d'un œil critique la politique monétaire très accommodante menée à l'échelle mondiale et certains perçoivent un découplage entre les marchés financiers et l'économie réelle.

L'indépendance de la BNS est importante aux yeux des interlocuteurs.

Graphique 8

UTILISATION DES CAPACITÉS DE PRODUCTION – ÉVOLUTION ATTENDUE



Évolution attendue de l'utilisation des capacités techniques de production et des infrastructures opérationnelles pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

Graphique 9

ÉVOLUTION ATTENDUE DES EFFECTIFS



Évolution attendue des effectifs pour les deux trimestres suivants. Les valeurs positives indiquent une augmentation et les négatives, une diminution.

Source: BNS.

ANTICIPATIONS D'INFLATION

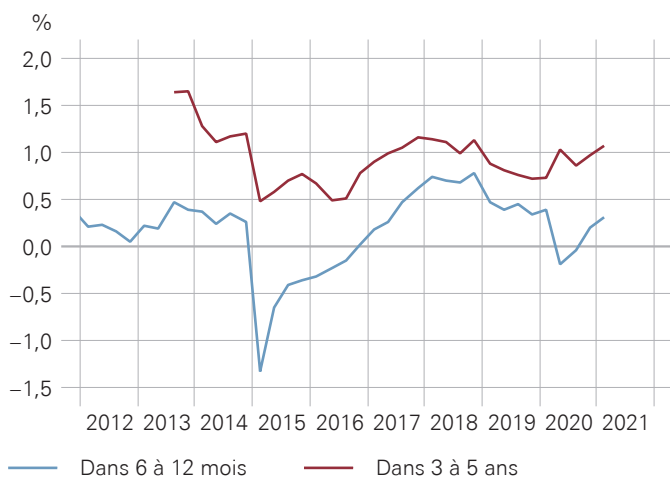
Les délégués interrogent également leurs interlocuteurs sur leurs anticipations d'inflation à court et à moyen terme en tant que consommateurs.

Tandis qu'une partie des interlocuteurs s'attend à ce que la demande soit relancée par une politique de rabais agressive après le confinement, la majorité pense qu'après le recul de la pandémie, l'offre restera rigide à brève échéance, ce qui aura des effets majoritairement positifs sur la demande et entraînera des hausses de prix.

Dans l'ensemble, les anticipations d'inflation mesurées par l'indice des prix à la consommation n'ont guère évolué, tant à court qu'à moyen terme: pour les six à douze prochains mois, l'inflation attendue s'élève à 0,3% en moyenne, contre 0,2% au trimestre précédent (ligne bleue du graphique 10). En revanche, les anticipations à moyen terme – soit pour les trois à cinq prochaines années – atteignent près de 1,1% (elles s'élevaient à 1% au trimestre précédent, voir ligne rouge du graphique). De nombreux interlocuteurs s'étonnent que la forte expansion monétaire n'ait pas davantage accéléré l'inflation jusqu'ici.

Graphique 10

INFLATION ATTENDUE



Source: BNS.

A propos des *Signaux conjoncturels*

Approche

Les délégués de la BNS mènent des entretiens trimestriels avec des décideurs économiques de toute la Suisse. Les *Signaux conjoncturels* constituent un condensé des principaux résultats de ces entretiens.

Chaque trimestre, quelque 240 entreprises reçoivent ainsi la visite des délégués. Elles sont sélectionnées en fonction de la structure sectorielle de l'économie suisse telle qu'elle ressort du PIB et de la statistique de l'emploi. Les branches soumises à de fortes fluctuations conjoncturelles sont quelque peu surreprésentées. Par contre, l'administration publique et l'agriculture ne sont pas prises en compte. L'échantillon des entreprises visitées change chaque trimestre.

Durant les entretiens, les délégués de la BNS recueillent principalement des informations qualitatives. Les entretiens sont toutefois structurés de telle sorte qu'ils permettent aux délégués de répartir une partie des informations qualitatives obtenues sur une échelle quantitative. Il est dès lors possible d'agréger les données collectées et de les présenter sous forme de graphiques.

Les cinq niveaux de l'échelle utilisés à cet effet correspondent en substance aux appréciations suivantes: beaucoup plus élevé/beaucoup trop élevé (valeur +2); un peu plus élevé/un peu trop élevé (valeur +1); inchangé/normal (valeur 0); un peu plus bas/un peu trop bas (valeur -1); beaucoup plus bas/beaucoup trop bas (valeur -2).

Interprétation des graphiques

Les graphiques présentent sous forme de courbes des informations qualitatives recueillies auprès des entreprises. Les valeurs indiquées correspondent à une moyenne des résultats de l'ensemble des entreprises visitées. Lors de l'interprétation des résultats, l'attention doit avant tout porter sur l'évolution de la courbe; les niveaux et leur variation exacte sont secondaires.

Informations complémentaires

Des données plus détaillées sur les *Signaux conjoncturels* se trouvent sur le site Internet www.snb.ch, rubrique La BNS \ Relations avec l'économie régionale.

Editeur

Banque nationale suisse
Affaires économiques
Börsenstrasse 15
Case postale
8022 Zurich

Conception

Interbrand AG, Zurich

Composition et impression

Neidhart + Schön AG, Zurich

Version imprimée

La version imprimée (exemplaires isolés ou abonnement) peut être obtenue gratuitement à l'adresse suivante:
Banque nationale suisse, Bibliothèque
Case postale, CH-8022 Zurich
Téléphone: +41 (0)58 631 11 50
Fax: +41 (0)58 631 50 48
E-mail: library@snb.ch

La version imprimée du bulletin trimestriel paraît en langues française (ISSN 1423-3797), allemande (ISSN 1423-3789) et italienne (ISSN 2504-3544).



Les fichiers électroniques peuvent être téléchargés en

français: www.snb.ch, Publications, Publications économiques, Bulletin trimestriel (ISSN 1662-2596)
allemand: www.snb.ch, Publikationen, Ökonomische Publikationen, Quartalsheft (ISSN 1662-2588)
anglais: www.snb.ch, Publications, Economic publications, Quarterly Bulletin (ISSN 1662-257X)
italien: www.snb.ch, Pubblicazioni, Pubblicazioni economiche, Bollettino trimestrale (ISSN 2504-480X)

Internet

www.snb.ch

Droits d'auteur/copyright ©

La Banque nationale suisse (BNS) respecte tous les droits de tiers, en particulier ceux qui concernent des œuvres susceptibles de bénéficier de la protection du droit d'auteur (informations ou données, libellés et présentations, dans la mesure où ils ont un caractère individuel).

L'utilisation, relevant du droit d'auteur (reproduction, utilisation par Internet, etc.), de publications de la BNS munies d'un copyright (© Banque nationale suisse/BNS, Zurich/année, etc.) nécessite l'indication de la source, si elle est faite à des fins non commerciales. Si elle est faite à des fins commerciales, elle exige l'autorisation expresse de la BNS.

Les informations et données d'ordre général publiées par la BNS sans copyright peuvent aussi être utilisées sans indication de la source.

Dans la mesure où les informations et les données proviennent manifestement de sources tierces, il appartient à l'utilisateur de ces informations et de ces données de respecter d'éventuels droits d'auteur et de se procurer lui-même, auprès des sources tierces, les autorisations en vue de leur utilisation.

Limitation de la responsabilité

Les informations que la BNS met à disposition ne sauraient engager sa responsabilité. La BNS ne répond en aucun cas de pertes ni de dommages pouvant survenir à la suite de l'utilisation des informations qu'elle met à disposition. La limitation de la responsabilité porte en particulier sur l'actualité, l'exactitude, la validité et la disponibilité des informations.

© Banque nationale suisse, Zurich/Berne 2021